

Saint-Malo

Dinard - Pleurtuit - Cancale

Dol - Combourg - Pleine-Fougères

+ Diverto

1,55 € Vendredi 3 février 2023

Service clients : [votrecompte.uest-france.fr](http://votrecompte.uest-france.fr)

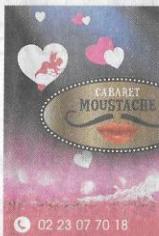
Tél: 02 99 32 66 66

Fondateur du Comité éditorial : François Régis Hulin

N° 23932 [www.uest-france.fr](http://www.uest-france.fr)

ouest  
france

Justice et Liberté



02 23 07 70 18

# Climat : tout se joue maintenant



Depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, du fait de l'activité humaine, la température moyenne mondiale a augmenté d'au moins 1,1 °C dans le monde et de 1,7 °C en France, rapporte le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec). Mais le réchauffement climatique n'est pas une fatalité. Pour l'enrayer, il faut agir dès maintenant.

Pages 4 et 5

# Climat : Ouest-France s'engage

Peut-on encore le contester ? La Terre est ronde. Peut-on encore le contester ? Le dérèglement climatique est à l'œuvre et la biodiversité s'effondre. Les phénomènes climatiques extrêmes sont de plus en plus nombreux, la fonte des glaciers s'est accélérée de façon spectaculaire ces dernières années, le niveau des mers monte et le trait de côte est attaqué, la température moyenne mondiale augmente. Peut-on encore contester tout cela ?

## Il est urgent d'agir

À *Ouest-France*, nous pensons qu'il est urgent d'entendre ce que des milliers de scientifiques, spécialistes de ces sujets, nous disent depuis des années. Il est urgent de l'entendre, de le comprendre, et d'agir. À *Ouest-France*, nous pensons que les médias, eux aussi, doivent agir, comme les autres, les entreprises, les élus, les associations, les institutions, les citoyennes et les citoyens. Les médias ont un rôle majeur, celui d'expliquer, d'éclairer, de témoigner, et de faire connaître les solutions aux problèmes posés.

L'actualité dans le monde nous rappelle que les pauvres et les plus démunis sont souvent les

premières victimes des dérèglements climatiques. Ces dix dernières années, le dérèglement du climat a provoqué dans la zone Asie-Pacifique le déplacement de 225 millions de personnes. C'est ce qu'on appelle les réfugiés climatiques.

La question des inégalités se pose aussi chez nous. Et elle est urgente. Croire un seul instant que nous pourrions changer nos modes de vie, modifier notre impact sur l'environnement sans apporter de solution pour les plus pauvres, sans lutter efficacement contre les inégalités serait une erreur majeure.

## Les solutions existent

*Ouest-France* dépend d'une association loi 1901 à but non lucratif. L'Association pour le soutien des principes de la démocratie humaniste (ASPDH) est le seul actionnaire de *Ouest-France*. Elle défend la démocratie, la paix, la solidarité à l'égard des plus pauvres et des plus vulnérables, des victimes de catastrophes et des minorités opprimées.

La charte « pour un journalisme à la hauteur de l'enjeu écologique » que nous publions ce jour s'inspire de ces principes. Elle indique comment les journalistes

de *Ouest-France* entendent faire leur travail face au dérèglement climatique et à l'effondrement de la biodiversité.

Cette charte affirme aussi que nous nous engageons à mettre en avant les solutions, et notamment les plus innovantes et les plus audacieuses. « **Ces solutions existent !** » rappelait mardi, dans nos colonnes, le climatologue Christophe Cassou, coauteur du 6<sup>e</sup> rapport du Giec.

## Un défi extraordinaire

La recherche et la mise en place de ces solutions sont pour l'humanité un défi extraordinaire. Notre démocratie se renforcera en étant à la manœuvre sur le sujet. Pour cela, les médias doivent jouer pleinement leur rôle, interroger ce qui doit l'être, enquêter, éclairer par des reportages les problèmes posés et les solutions possibles, susciter et animer les débats, permettre à celles et ceux qui proposent des solutions de les exprimer.

Nous entendons le faire dans le dialogue permanent avec nos lectrices et nos lecteurs. C'est devant eux que nous nous engageons aujourd'hui.

(\*) Directeur des rédactions.

# Changement climatique :

Le réchauffement climatique n'est pas une fatalité. Mais, pour l'enrayer et offrir à nos enfants et petits-enfants des conditions de vie similaires à celles que nous avons connues, il faut agir. Dès maintenant.

Vendredi 3 juillet 2024. La France n'est levée que depuis quelques minutes quand l'information tombe : selon les toutes dernières prévisions, cette journée sera bien la journée la plus chaude de l'histoire du pays.

La troisième vague de chaleur de l'année, qui accable l'Hexagone depuis déjà quinze jours, doit atteindre son paroxysme dans le courant de l'après-midi, et faire monter le thermomètre à un niveau inédit. On attend plus de 52 °C dans le Sud-Est, et l'Ouest est à peine mieux loti avec, potentiellement, plus de 47 °C à Nantes et 41 °C à Brest.

La chaleur est telle que l'Éducation nationale doit reporter les oraux du baccalauréat. La forêt de Brocéliande, elle, continue de brûler. C'est le deuxième mégafeu de la saison, après celui de mai. Au total, les incendies ont emporté 2 700 hectares de végétation, dévastant au passage les mythiques forges de Paimpol.

En Normandie, agriculteurs et citoyens font face à une sévère sécheresse, la sixième en six ans. Interrogé par *Ouest-France*, un éleveur de Bayeux (Calvados) raconte qu'il a vu ses terres se craquelier dès la mi-avril avant d'avouer qu'il envisage d'arrêter l'élevage, voire l'agriculture. « Je suis usé », lâche-t-il.

Usé, ce couple d'Angers (Maine-et-Loire) l'est tout autant. Voilà des années qu'il est empêtré dans un long combat administratif pour faire reconnaître que sa maison s'est fissurée.

rée à cause du gonflement des sols argileux, un phénomène que les sécheresses à répétition ont favorisé.

Ce jour-là, dans *Ouest-France*, il n'est question que de communes ravitaillées en eau par camions-citernes, de maisons submergées par la hausse du niveau de la mer et d'activités économiques stoppées pour cause de canicule.

Malgré tout,  
il y a une bonne nouvelle

En revanche, les lecteurs qui, en ce 3 février 2023, parcoururent *Ouest-France* ont, eux, une vraie bonne nouvelle à savourer : ces articles, il est encore possible de faire en sorte qu'ils ne paraissent jamais.

Et pour cause, le niveau de réchauffement climatique responsable de tous ces événements peut ne jamais être atteint. Mais pour cela, il faut agir.

Et dès maintenant : « Il y a un décalage de quelques décennies entre les causes du réchauffement climatique, à savoir les émissions de gaz à effet de serre, et ses conséquences », dit le climatologue Jean Jouzel.

Certes, cette inertie implique que le climat des vingt prochaines années, modelé par nos émissions passées, est déjà joué et, en l'occurrence, il va continuer à se réchauffer. En revanche, pour l'après-2050, tout reste possible. Le pire comme le meilleur.

Car, à partir de la fin des années 2040, les scénarios climatiques divergent fortement, selon les quantités de gaz à effet de serre que l'humanité continuera, ou non, à rejeter dans l'atmosphère. Ainsi, dans le pire des scénarios (celui d'une accélération vers plus d'énergies fossiles), la température moyenne relevée dans le monde en 2050 sera environ 2,3 °C supérieure à celle de la période pré-industrielle (+3,1 °C en France), mais elle ne le sera que de 1,7 °C dans le scénario le plus favorable (+2,3 °C en France). Un scénario médian évoqué, lui, un réchauffement mondial d'environ 2 °C (+2,8 °C en France).

En 2100, on pourrait atteindre +4,6 °C dans le scénario du pire (+6,7 °C en France), contre +1,5 °C dans le plus vertueux (+2,3 °C en France). Un scénario intermédiaire, plus plausible, avance un réchauffement mondial de 2,7 °C (+3,8 °C en France).

Ces différences sont d'autant plus notables que l'impact du réchauffement ne se limite pas, dans les faits, à quelques degrés ajoutés. « Chaque fraction de degré supplémentaire conduit à des événements extrêmes plus fréquents », explique ainsi Christophe Cassou, climatologue au CNRS. Autrement dit, un seul dixième de degré de réchauffement rend vagues de chaleur, sécheresses ou incendies encore plus probables qu'ils ne l'étaient.

Charge donc à l'humanité, et, de



fait, à chacun d'entre nous, d'agir pour éviter le scénario du pire.

Pour ce faire, le monde doit « diviser par deux ses émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030 et avoir des émissions mondiales nettes de CO<sub>2</sub> égales à zéro d'ici à 2050 », résume la climatologue Valérie Masson-Delmotte, coprésidente du groupe de travail n°1 du Giec, le groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. En d'autres termes, il faut qu'en 2050 le monde n'émette pas plus de gaz à effet de serre que ce que la planète peut absorber. C'est la fameuse « neutralité carbone ».

Comment atteindre cet objectif ? La

réponse est à déduire de nos émissions actuelles. Elles sont liées pour 30 % aux transports, pour 17 % à l'agriculture, pour 14 % au secteur résidentiel/tertiaire et pour 11 % à l'industrie et à la construction. Pour diminuer drastiquement nos émissions, il nous faut donc adapter nos modes de déplacements, nos logements et notre consommation, de façon à restreindre au maximum notre usage des énergies fossiles.

« Ce n'est pas infaisable ! explique Valérie Masson-Delmotte. Plus le temps passe, plus on a des leviers d'action dont on connaît l'efficacité. Ils existent dans tous les secteurs d'activité » et s'appuient « sur les pro-

## Pourquoi notre avenir se décide dès maintenant



PHOTO : JASPER JACOBS, AFP

grès technologiques mais aussi sur l'adoption de styles de vie plus sobres en carbone».

Ces leviers, chaque citoyen est amené à s'en saisir. Mais la climatologue rappelle qu'ils ne donneront leur pleine mesure «qu'à condition de fixer le cadre qui leur permettra de se déployer, et de mobiliser les financements nécessaires».

Pour endiguer le réchauffement, actions collectives et individuelles doivent donc se coordonner et, au final, se fonder dans un projet de société qui, pour être l'affaire de tous, ne se concrétisera qu'avec les efforts de chacun.

Maxime MAINGUET.

### Ouest-France s'engage au niveau de l'enjeu écologique

Depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, du fait de l'activité humaine, la température moyenne mondiale a augmenté d'au moins 1,1 °C dans le monde et de 1,7 °C en France, rapporte le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) ; et environ un million d'espèces animales et végétales sont aujourd'hui menacées d'extinction, estime l'IPBES, la plate-forme intergouvernementale sur la biodiversité.

Or, «les médias ont un rôle crucial dans la perception qu'a le public du changement climatique, sa compréhension et sa volonté d'agir», souligne le Giec, dans son rapport d'avril 2022. Les lecteurs, eux aussi, attendent un traitement des médias à la hauteur de ces enjeux.

Depuis septembre 2022, Ouest-France a entamé une démarche volontariste afin de se doter d'une charte «pour un journalisme au niveau de l'enjeu écologique». Rédigée par une quinzaine de journalistes de différents services et zones géographiques, elle a ensuite été discutée avec les 150 membres du réseau Environnement, puis validée par la rédaction en chef et la direction générale.

Fidèle à ses valeurs, Ouest-France prend ainsi l'engagement de se tenir résolument du côté du consensus

scientifique ; à rendre compte, expliquer, déchiffrer le problème et à apporter des éléments de réponse. Le défi climatique et ses incidences sur l'environnement et la biodiversité constituent un pilier du projet éditorial pour toutes nos rédactions et sur tous les supports, de la commune au monde.

«Ni moraliste ni catastrophiste»

Ces sujets sont l'affaire de l'ensemble des journalistes d'Ouest-France. Cette charte s'inscrit aussi dans une démarche de Responsabilité sociétale de l'entreprise (RSE), certains engagements étant du ressort plus global de l'entreprise.

Lancée officiellement jeudi, en présence de scientifiques du Giec, la charte s'applique aux 650 journalistes de la rédaction qui bénéficieront, en parallèle, d'un vaste programme de formation. Il permettra à toutes et tous de s'approprier les enjeux climatiques et de la biodiversité, afin de traiter ces sujets à la hauteur qu'ils méritent et de donner aux lecteurs les clés pour mieux comprendre, débattre et agir.

Il n'est ni question d'être moraliste, ni catastrophiste : nous traiterons du problème mais apporterons aussi

des éléments de réponse, en donnant la parole aux scientifiques, à celles et ceux qui agissent et en mettant en avant les solutions.

En complément de cette charte, Ouest-France met à disposition de ses lecteurs une boîte à outils sur son site internet dans laquelle ces derniers pourront trouver les réponses aux grandes questions qui se posent sur le sujet (Pourquoi la mer monte ? C'est quoi la neutralité carbone ? Quelle est la différence entre météo et climat ?...). Elle sera régulièrement enrichie au fil des mois.

Yves GOURMELON, Virginie ENÉE et Alan LE BLOA, animateurs du réseau Environnement.

2050  
2 tonnes  
eq. CO<sub>2</sub>  
par  
Français



# Charte Environnement

## pour un journalisme au niveau de l'enjeu écologique

Ouest-France, média indépendant propriété d'une association à but non lucratif, l'Association pour le soutien des principes de la démocratie humaniste, s'engage à :

- 1 se placer du côté du consensus scientifique** : les activités humaines sont responsables du dérèglement climatique et de l'effondrement de la biodiversité ;
- 2 aborder dans ses publications les questions de climat, de biodiversité ainsi que leur impact social et économique, dans toutes les thématiques** plutôt que de les cantonner à une rubrique ;
- 3 continuer de traiter tout événement et information**, y compris ceux qui ont un impact négatif sur l'environnement, à la dimension qu'ils méritent et avec discernement, sans faire l'impasse sur leurs conséquences environnementales ;
- 4 se questionner en permanence** sur les incidences environnementales, des sujets du quotidien jusqu'aux grands projets et événements ;
- 5 multiplier les sujets environnementaux sur tous ses supports** avec une approche pédagogique adaptée à tous les publics et à toutes les générations ;
- 6 donner les clés aux lecteurs** pour comprendre, débattre, agir, en axant les contenus sur l'explication, l'enquête et le reportage ;
- 7 faire preuve de vigilance face aux promesses**, postures et discours affichés comme « vertueux » par les entreprises, les politiques, les institutions, les associations, les médias, etc. ;
- 8 partager les solutions individuelles et collectives** ; car tout ne doit pas peser sur l'individu, les solutions sont également une affaire d'impulsion politique et économique, qui doit être questionnée ;
- 9 choisir un vocabulaire et une iconographie pertinents**, qui n'induisent pas en erreur ni ne minorent la réalité ;
- 10 former de façon continue sa rédaction** aux problématiques environnementales et mettre à disposition une boîte à outils ;
- 11 réduire l'impact environnemental de sa rédaction** et favoriser les modes de déplacement les moins polluants ;
- 12 publier les objectifs chiffrés** de réduction des émissions carbone de l'entreprise Ouest-France et continuer de refuser des contenus d'annonceurs dont les messages ne seraient pas conformes à ses engagements, quel que soit le budget associé ;
- 13 rendre régulièrement compte de son action** en faveur de l'environnement auprès de ses lecteurs.

# Ce que les experts du climat ont dit à la rédaction

Cinq membres du Giec et du Haut conseil pour le climat ont assisté hier à la présentation de la charte Ouest-France « pour un journalisme au niveau de l'enjeu écologique ». Ils se sont adressés aux 650 journalistes de la rédaction.

« Le changement climatique n'est plus un paysage lointain, il est là et il affecte toutes nos régions. » Christophe Cassou est clair. Si le climat a toujours changé, il y a « une vraie rupture dans l'évolution climatique terrestre qui s'explique par nos émissions de gaz à effet de serre », assure le climatologue.

Or, « notre adaptation est trop lente », admet Gonéri Le Cozannet, ingénieur spécialiste l'adaptation au changement climatique. Pourtant « des solutions d'adaptation existent et elles sont bénéfiques pour un grand nombre ».

Et s'il faut s'adapter, il faut aussi agir. En diminuant les émissions de gaz à effet de serre pour atténuer le changement climatique. Vu l'ampleur de la tâche, « il va falloir mettre en place des changements majeurs et dans tous les secteurs », affirme Céline Guivarch, économiste spécialiste de l'atténuation du réchauffement climatique.

Mais pour réussir cette transition climatique, encore faut-il s'en donner les moyens financiers et « investir », insiste de son côté Benoît Leguet, économiste. Sans tout cela, l'objectif



Céline Guivarch, Gonéri Le Cozannet, Christophe Cassou, membres du Giec, et Benoît Leguet, du Haut conseil pour le climat.

| PHOTO : VINCENT MICHEL, OUEST-FRANCE

de neutralité carbone fixé pour 2050 sera difficile à atteindre.

Et face à cette situation, la paléoclimatologue et coprésidente du groupe n°1 du Giec, Valérie Masson-Delmotte, a tenu à rappeler le rôle des médias dans cette transition pour « rendre accessible les connaissances scientifiques et factuelles du changement climatique, construire une prise de conscience des risques et des leviers d'action mais aussi assurer un rôle critique face à la désinformation ».

Léa BOISTAULT.

Tout  
comprendre  
des enjeux  
climatiques

